

Paris, le 06 mai 2013

Monsieur Manuel VALLS
Ministre de l'Intérieur

Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

Réf. : BN1306001/FV

Objet : Mise en place d'une plate forme internet / Saisine IGPN

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Par la présente, je voudrais attirer particulièrement votre attention sur le danger auquel pourrait être confronté notre pays si d'aventure des valeurs essentielles comme la probité, l'honneur, la discipline, et le respect d'autrui ne redeviennent pas les éléments fondamentaux d'une France Républicaine et Laïque, saine, forte et respectée parce que respectable.

Quoi que l'on en dise, notre inconscient collectif nous permet d'affirmer sans hésitation que notre pays est atteint d'un mal perfide, et ce, depuis plusieurs décennies. Ce mal qui, tel un cancer, contamine année après année, un à un les piliers de notre société sans que les « médecins de service » ne puissent, semble t-il, être en capacité de lutter efficacement contre la maladie afin de l'anéantir ou du moins la contrôler. Nous ne pouvons malheureusement que constater une accélération du processus ces derniers temps !

Aujourd'hui, la perte collective de confiance envers le Politique, des valeurs, risque inévitablement d'ouvrir la voix au populisme et d'assoir ainsi leur pensée par le canal démocratique au détriment d'une France Libre, que nous servons et que nous nous devons de transmettre à nos enfants !

Dans ces conditions, si la situation devenait telle que nous la pressentons en espérant profondément avoir tort, notre pays serait inévitablement exposé à des désordres internes qui auraient pour conséquence concomitante l'utilisation des forces de Police et de Gendarmerie.

En 2008, la CFTC POLICE écrivait que les policiers deviendraient les boucs émissaires d'une société en perdition... Nous ne pouvons que vérifier la véracité de notre vision.

Nous pensons que les policiers sont assujettis à des règles particulièrement strictes. Le nombre de sanctions disciplinaires émises chaque année par le ministère démontrent d'ailleurs cette réalité et nous semblent en conséquence suffisant.

Afin de conforter notre propos, nous voudrions vous rappeler le nombre important de saisines déposées auprès de la commission des recours du Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'Etat à laquelle nous siégeons pour se rendre compte que la police est l'un des métiers les plus sanctionnés de la Fonction Publique d'Etat.

Mettre en place à compter du 1^{er} septembre prochain une plate forme internet permettant à tous de saisir l'Inspection Générale de la Police Nationale sur un comportement policier susceptible d'être contraire à la déontologie nous inquiète tant le signal émis semble une fois de plus réanimer la flétrissure à laquelle la profession aura à souffrir.

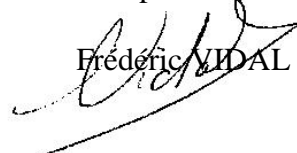
Dans le contexte particulièrement menaçant et latent qui est le notre, nous réitérons avec force que ce type d'initiative n'aura pour effet que d'augmenter la démotivation de la profession. Nous considérons cette annonce malheureusement comme un énième artifice destiné à satisfaire une certaine Clameur Publique !

La CFTC POLICE, forte de ses valeurs et de ses convictions est au service du bien commun et se veut porteuse d'objectivité. Il nous apparait donc souhaitable que les effectifs de la Police Nationale puissent jouir de plus de mansuétude qu'ils ne peuvent en recevoir à ce jour car ils seront, sans nul doute, les premiers employés en cas d'instabilité intérieure.

Nous serions très heureux de pouvoir échanger avec votre personne afin de vous faire part de nos positions et nos propositions sur le bien être des policiers.

En espérant que cette missive saura attirer votre attention, dans l'attente de vous rencontrer, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, en l'expression de ma très respectueuse considération.

Le président



Frédéric VIDAL